

**• PALAIS DE TOKYO :
RESTITUTION DU 9 NOVEMBRE 2018**

Grande discussion publique sur la question du logement :

La principale piste nouvelle ouverte est l'idée d'organiser un système de rencontre entre ceux et celles qui ont un besoin urgent de logement mais ne peuvent en obtenir un dans les conditions existant sur ce marché (à cause de l'absence de travail stable et donc de revenus fixes, mais souvent aussi à cause de la seule absence d'un titre de séjour – dossier d'asile en cours etc.) et ceux et celles qui ont un logement disponible à louer et pour qui l'objectif n'est pas de faire de l'argent à tout prix.

Ce type de dispositif existe déjà, pour les étudiants désargentés qui peuvent vivre à peu de frais chez des personnes âgées, en échange de petits services rendus et d'une présence rassurante. Mettre cela en place serait une alternative véritable au système actuel, dans lequel prospèrent les « marchands de sommeil » qui louent des taudis à des prix exorbitants, et où le logement social n'est pas accessible à tous. Ce dispositif nouveau devrait fonctionner à partir d'une charte fixant et contrôlant les engagements réciproques du loueur et du locataire.

L'autre orientation publiquement ouverte a été celle d'une nécessaire campagne sur le bien fondé de l'existence des « squats populaires » : dès lors que l'Etat est incapable de répondre à ses obligations en matière de logement pour tous, la moindre des choses est de laisser les gens qui sont à la rue trouver un toit où s'abriter. Plutôt que de laisser les absurdes expulsions suivre leur cours, il devrait être possible d'ouvrir la voie à des négociations argumentées avec les propriétaires sur l'occupation temporaire des locaux. Reconnaître l'existence de squats collectifs, à l'organisation interne solide, aurait des conséquences positives pour tout le monde : pour leurs habitants, mais aussi pour les propriétaires ainsi que pour les pouvoirs publics.